

[INFOGRAPHIE] DES HUILES DE SCHISTE À WASHINGTON

LE 26 AOÛT 2011 SYLVAIN LAPOIX

Le département de l'Energie américain vient de mettre sur pied un sous-comité d'experts chargé d'évaluer les conséquences des gaz de schiste. Mais avec des universitaires payés par des industriels. Une infographie pour comprendre.

Retrouvez l'infographie dans son intégralité en cliquant ici

À Washington, au département de l'Énergie, un nouveau **sous-comité sur le gaz naturel** se montre très favorable au gaz de schiste ; à contre-courant de plusieurs réseaux d'experts. Depuis peu, des scientifiques américains s'en inquiètent. Interrogée cette semaine par OWNI, la porte-parole du secrétaire à l'Energie, Tiffany Edwards, plaide en faveur de la complémentarité des points de vue :

Le sous-comité respecte un équilibre entre expérience et expertise et chaque membre est proprement qualifié quant à la connaissance pratique et technique. Certains ont jugé le panel trop favorable à l'industrie, d'autres trop pro-écologistes. Nous pensons avoir touché juste et que la diversité des points de vue ne peut que renforcer la qualité du résultat final.

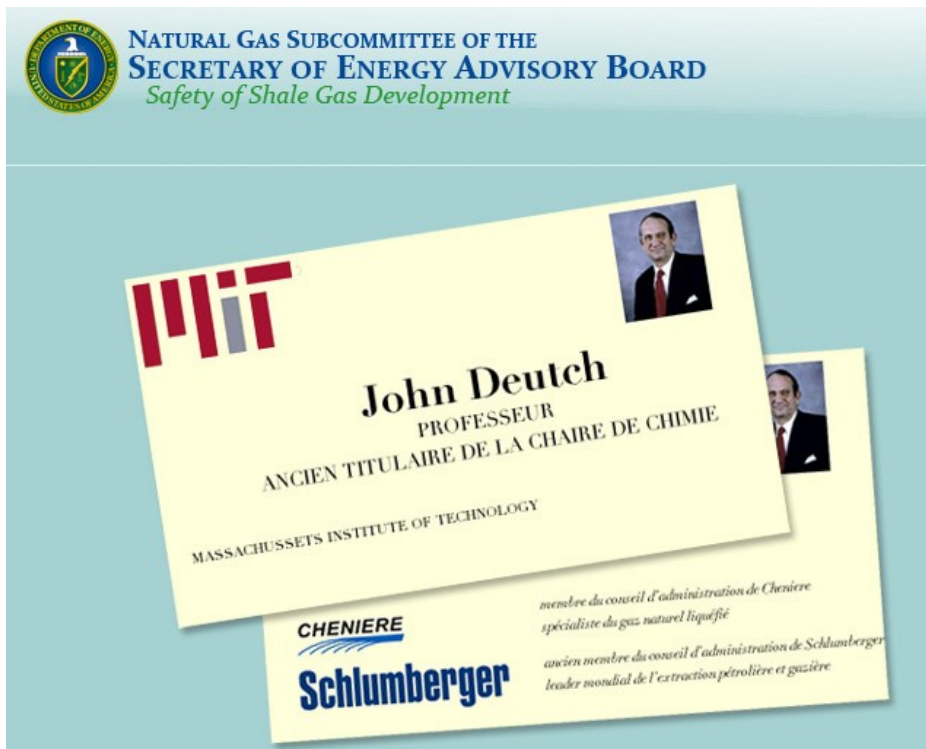
Une explication contestable au regard de la composition de cette instance, chargée de se prononcer sur les gaz de schiste aux Etats-Unis. Car sur les sept experts réunis dans le sous-comité, six s'avèrent liés à l'industrie énergétique.

Et c'est le gouvernement lui-même qui a organisé le mélange des genres. **Formé le 5 mai dernier par le secrétaire à l'Energie Steven Chu**, sa mise en place répond aux demandes du programme pour la "*sécurité énergétique*" annoncé le 30 mars par Barack Obama.

Sous le vernis académique, les fiches de paie industrielles

Ce **sous-comité** aligne de prestigieuses références. Des professeurs éminents du **MIT** et **Stanford**, deux des plus grandes universités américaines, y sont assis aux côtés d'anciens pontes du ministère de l'énergie de l'administration Clinton ou de responsables d'ONG. Mais, leur CV respectif fait aussi apparaître des intérêts industriels bien compris et quelques grandes compagnies, toutes intéressées par les gaz de schistes :

compagnies d'extraction pétrogazières (**Schlumberger** et **Baker Hughes**) ;
entreprise spécialisée dans la liquéfaction du gaz (**Cheniere energy**) ;
gestionnaire de centrales thermiques à énergies fossiles (**NRG Energy**) ;
géoingénierie et techniques d'extraction pétrolière (**GeoMechanics**) ;
conseils stratégiques et environnemental à l'industrie pétrogazière (**Weston Solutions, IHS, Analysis group**) ;
lobby énergétique (**United States Energy Association**).



Retrouvez l'infographie dans son intégralité en cliquant [ici](#)

Le propre directeur du sous-comité, le professeur du MIT **John Deutch**, aligne à lui seul des liens avec Schlumberger, leader mondial des services d'extraction pétrolière, et Cheniere Energy, spécialiste du gaz naturel liquéfié, unique état où les gaz de schiste sont actuellement transportables. Ne manquent à l'appel que les entreprises pétrolières elles-mêmes (malgré la présence d'un membre de la direction de leur principal lobby) ou bien le géant Halliburton, inventeur de la fracturation hydraulique que ce collège était réuni pour analyser. Et le résultat est à la hauteur du casting.

Rien de bien frais... à part des subventions

Plus que des pincettes, c'est avec de véritables queues de billard que le sous-comité manipule les modestes recommandations qu'il a soumis le 11 août :

Bien que le comité s'accorde avec l'opinion précédemment admise selon laquelle le risque de fuite de liquides de fracturations dans les fissures formées dans des réservoirs de schiste profond est éloigné aux vues de la distance qui les sépare des eaux potables, le rapport considère qu'il n'y a aucune raison d'ordre économique ou technique qui justifie de ne pas informer le public des produits chimiques utilisés dans la fracturation hydraulique.

Pas un mot sur les fissures dans les puits, rien sur les incidents constatés aux quatre coins du pays, immortalisés par **Gasland** et les Américains mobilisés. Pour toute réglementation, le comité propose des systèmes déjà en place (une base de données publique, un contrôle régulier de la qualité de l'air à proximité des sites d'extraction...), d'autres comités *ad hoc* (air, eau, recherche et développement des gaz de schiste... le tout garanti 100% "multi acteurs du secteur et indépendant") et, cerise sur le derrick, des demandes d'aide à l'industrie :

Nous sommes conscients des difficultés financières rencontrées par l'Etat. Mais nous réalisons le rôle clef que peut jouer un modeste soutien à la recherche et développement autour des questions environnementales.

Des scientifiques s'élèvent contre la stratégie du "business as

usual”

Face à l’initiative gouvernementale, un groupe de 22 universitaires de 13 Etats différents a adressé au secrétaire à l’Energie une lettre soulignant le “manque d’impartialité” dans la composition du comité d’évaluation scientifique, et les liens financiers et professionnels évidents qui donnent à ses membres un biais plus que favorable aux extracteurs de gaz de schiste.

Ces conflits d’intérêts laissent apparaître que le sous-comité a plus été conçu pour servir l’industrie aux frais du contribuable que pour apporter au Président Obama et au public des conseils crédibles.



Cosignataire de la lettre, le Dr Stanley Scobies, de l’université de Binghamton (Etat de New York) met pour sa part directement en cause la façon dont le comité a évalué les risques liés aux gaz de schiste :

Les membres du sous-comité étaient pour la plupart des managers de haut niveau arrivés là avec des positions sur les questions politiques et énergétiques bien rodées. Avant et pendant leurs consultations, ils ont reconnu avoir négligé les aspects relatifs aux risques pour la santé humaine des gaz non conventionnels. Tout ce qu’a fait le président du comité, John Deutch, a consisté à convoquer l’expertise d’un économiste de la santé, qui semble être un de ses copains.

Depuis quelques mois, la communauté scientifique américaine est sous un couvercle de plomb : après avoir poussé dehors un prof trop critique vis-à-vis de l’industrie des gaz de schiste, l’Université de Pittsburgh a publié un rapport favorable à cette nouvelle énergie qui persille la Pennsylvanie de puits, dont on a appris qu’il avait été financé à hauteur de 100 000 dollars par l’association des entreprises exploitant lesdits puits.. Stanley Scobies reconnaît la perversion du système universitaire quant à la nouvelle donne énergétique, où les grandes universités qui ne sont pas financées par les entreprises sont perfusées par les aides publiques favorables au développement de ces nouvelles ressources.

Reposant sur le même coffre d’or gris que la Pennsylvanie (le gisement de la Marcellus shale), l’Etat de New York a déclaré de fait un moratoire de trois ans pour regarder le problème dans les yeux avant d’autoriser les forages. Une option décentralisée que certains scientifiques appellent de leurs vœux, soulignant l’existence d’une *National Academy of Science* ou bien de comités d’évaluation des autorités de protection de l’environnement à même d’assurer l’indépendance des experts de ces futurs groupes... Une alternative qui nécessiterait de donner un coup de frein à la course aux gaz de schiste lancée à pleine vitesse du Texas au lac Michigan. Mais une alternative qui générerait comme un caillou dans la chaussure la marche du “business as usual”.

 **NATURAL GAS SUBCOMMITTEE OF THE
SECRETARY OF ENERGY ADVISORY BOARD**
Safety of Shale Gas Development

 **John Deutch**
PROFESSEUR
ANCIEN TITULAIRE DE LA CHAIRE DE CHIMIE
MASSACHUSETTS INSTITUTE OF TECHNOLOGY



 *membre du conseil d'administration de Cheniere
spécialiste du gaz naturel liquéfié*
*ancien membre du conseil d'administration de Schlumberger
leader mondial de l'extraction pétrolière et gazière*

 **Stephen Holditch**
DIRECTEUR DU DEPARTEMENT
D'INGENIERIE PETROLIERE
TEXAS A&M UNIVERSITY



 *membre du conseil d'administration de Triangle Petroleum Corporation
spécialiste de l'exploration pétrolière*
*membre du conseil d'administration de Matador Resources Company
exploitant pétrolier et gazier*

 *créateur d'une société de conseil vendue à Schlumberger
consultant pour cette société leader mondial de l'extraction pétrogazière*



 **Fred Krupp**
PRESIDENT
ENVIRONMENTAL DEFENSE FUND



 **Kathleen McGinty**
EX SECRETAIRE DU DEPARTEMENT
POUR LA PROTECTION



*Crédits photo: Flickr CC **Pay No Mind, ehpien**, Infographie Sylvain Lapoix & Marion Boucharlat*